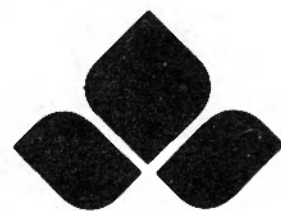


royaliste

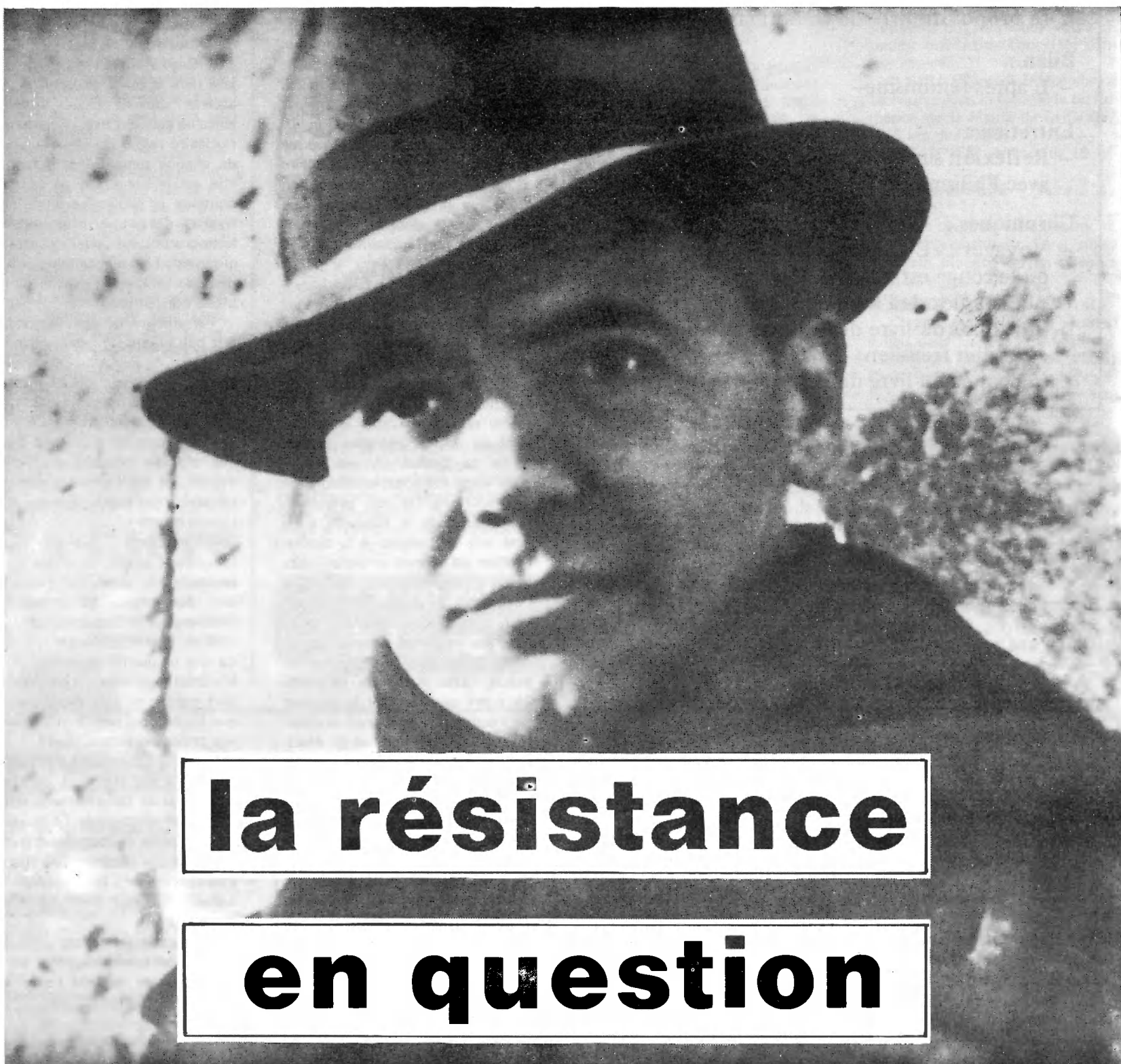
BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



23 NOVEMBRE AU 6 DÉCEMBRE 1983 - 13^{ème} année - N° 392 - 7 F

M2242 - 392 - 7 F



la résistance

en question



Revue de la Nouvelle Citoyenneté

Etude :

- Tocqueville et la démocratie

Polémique :

- La révolution conservatrice américaine (à propos du livre de G. Sorman)

Bilan :

- L'après-féminisme

Entretien :

- Réflexion sur l'insécurité avec Philippe Boucher

Chroniques :

- Voyages : «L'union soviétique où le rouge est mis»
- «Le sanglot de l'homme blanc» (à propos du livre de P. Bruckner)
- «Le sujet freudien» (à propos du livre de M. Borch-Jacobsen)

La revue des clubs Nouvelle Citoyenneté a récemment fêté son premier anniversaire avec son cinquième numéro. Ces numéros couvrent les sujets les plus divers, de la défense nationale à la psychiatrie, en passant par les thèses de René Girard ou celles des grands classiques du libéralisme. 5 numéros encore tous disponibles, mais pour combien de temps ? Déjà les numéros 1 et 2 ne sont plus disponibles qu'en quelques exemplaires. Ils ne seront pas réimprimés par la suite. Nous vous proposons les 5 premiers numéros au prix de l'abonnement écoulé (60 F au lieu de 75 F). C'est sans doute la dernière occasion de vous constituer une collection complète de «Cité».

BULLETIN DE COMMANDE

à retourner à «Cité», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

Nom/Prénom :

Adresse :

Commande les 5 premiers numéros de «Cité» (60 F)

Commande le numéro de «Cité» (15 F)

S'abonne pour les 5 prochains numéros de «Cité» - normal (60 F) - soutien (100 F) et verse la somme de : (..... F)

à l'ordre de «Cité» CCP 23 982 63 N Paris
17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS

des évêques pacifiques mais non-pacifistes

Le texte sur la dissuasion adopté le 8 novembre à Lourdes, par l'Assemblée plénière de l'Episcopat français, a fait l'effet d'un diable dans un bénitier.

A dire vrai, c'est la surprise manifestée par la presse et les milieux politiques (même lorsqu'ils sont satisfaits) qui est surprenante. Il ne faut pas oublier que, parmi les auteurs du texte en question, figure Mgr Jacques Jullien, évêque de Beauvais. Dans son livre «l'Homme debout», publié en 1980, on retrouve l'essentiel des thèses sur la dissuasion retenues à Lourdes par l'immense majorité des évêques. En outre, il paraît que Mgr Jullien aime citer Jeanne d'Arc : «Je requerrais d'abord qu'on fit la paix; au cas où on ne voulait pas faire la paix, j'étais toute prête à combattre».

En contrepoint, l'Esprit ne semble pas avoir soufflé dans le même sens à la 17ème assemblée générale de la Fédération protestante de France. A une toute aussi large majorité, et débordant les positions de son président, l'assemblée de la Rochelle a refusé «de se résigner à la bipolarisation du monde entre les deux blocs antagonistes de l'Est et de l'Ouest, et de considérer l'une ou l'autre des idéologies en cause comme un mal absolu». Et, comme cela pouvait sembler imprécis, cette assemblée demande «à notre pays d'avoir le courage de s'engager vers un «gel nucléaire» comme premier pas de désescalade du surarmement, même unilatéral».

Comment ne pas voir dans ces deux phrases une contradiction ? N'est-ce pas précisément grâce à sa force de dissuasion que notre pays peut refuser l'alignement sur un des deux blocs ? La faiblesse en matière de défense conduit tout droit à renforcer un des blocs en présence par une soumission inévitable, et non à œuvrer pour la paix.

Quant à la position des évêques français, la presse écrite ou parlée

l'a souvent tronquée par goût du sensationnel. A contre-courant, «La Croix» du 14 novembre relève dans le texte de Lourdes, des aspects souvent passés sous silence en écrivant : «si la dissuasion nucléaire relève du droit légitime de chaque peuple à se défendre, elle est la condition paradoxale, coûteuse et provisoire d'une paix fragile». On peut en effet lire dans le document épiscopal : «Cette logique est, bien sûr, une logique de détresse; elle ne peut cacher sa faiblesse congénitale».

Par ailleurs, les commentateurs ont peu insisté sur une condamnation sans équivoque et cependant habituelle au sein de l'Eglise catholique : «Le matérialisme - qu'il soit théorique comme à l'Est ou pratique comme à l'Ouest - est une maladie mortelle pour l'humanité, et les Etats marxistes-léninistes n'ont pas le monopole de l'impérialisme».

En revanche, tous ont relevé la fameuse phrase, pourtant traditionnelle elle aussi, sur «le caractère dominateur et agressif de l'idéologie marxiste-léniniste».

Bien entendu, chacun n'a retenu que ce qui lui convenait et M. Marchais a sombré, une fois de plus, dans le ridicule en s'étonnant que les évêques justifient la course aux armements atomiques !

En fait, l'Episcopat a fait preuve d'un grand bon sens en considérant qu'un désarmement unilatéral peut encourager l'agressivité des voisins et en rappelant que si les individus peuvent prendre, à titre personnel, le risque de la non-violence, tel n'est pas le cas d'une nation.

Il faut se féliciter que les évêques se soient rappelés de la maxime selon laquelle l'enfer est pavé de bonnes intentions.

Alain SOLARI



la responsa- bilité de Martin Luther ?

En nos temps d'œcuménisme, est-il prudent de ranimer les plaies vives avec le souvenir de nos plus graves déchirures historiques et spirituelles ? Le refoulement est souvent la pire des solutions et les meilleurs artisans de l'unité sont en général ceux qui des pires désaccords savent tirer des débats féconds. Ce n'est pas toujours possible. Il ne faut pas se cacher le risque de nouveaux affrontements, avec la révélation d'incompatibilités brutales. Le cinquième centenaire de la naissance de Martin Luther ne donnera pas seulement lieu à d'iréniques commémorations. La dernière livraison de «L'Infini», la revue de Philippe Sollers nous le laisse clairement entendre, avec une étude littéralement explosive signée Laurent Dispot. A l'heure où le pacifisme apparaît largement inspiré aujourd'hui en RFA par les églises protestantes, l'auteur de «La machine à terreur» a eu l'idée de rapporter ce phénomène à la pensée du grand réformateur.

PROTESTANTISME ET PACIFISME

L'attitude face à la puissance soviétique des pacifistes protestants, cet «*irrésistible élan de confiance, ce violent transfert, cette grande soumission aux seigneurs de la guerre du Kremlin, ce désir infantile d'amadouer le Père sévère en se faisant mignon, de se jeter dans ses bras pour*

lui signifier l'abandon de toute lutte œdipienne et en même temps se blottir et s'endormir, tout oublier au creux de son omnipotence, on les reconnaît : ce sont les réflexes de Luther avec ses «chers seigneurs», codifiés... et assénés depuis plus de quatre siècles par les hussards noirs du protestantisme allemand, ces pasteurs-instituteurs d'Etat dont Helderlin et Nietzsche purent se sauver en le payant cher.» Il n'y va pas de main morte Laurent Dispot ! Tout son article est de cette veine, et les arguments éclatent en rafale sur plusieurs pages, sans que soit oubliée, bien entendu, la période nazie et la très étrange et symptomatique campagne déclenchée contre Pie XII par ceux-là même qui étaient les moins fondés à accuser, accablés qu'ils auraient dû être par l'attitude des leurs face à Hitler.

Certes, le dialogue œcuménique pourrait souffrir de ce genre de vérités assénées sans ménagement. D'autant que non content de ranimer les plus brûlantes controverses du passé récent, Laurent Dispot n'hésite pas à mettre aussi vivement en cause l'historiographie de Luther. Son irrespect n'épargne même pas notre admirable Lucien Febvre dont le maître courage est accusé d'avoir occulté avant guerre et après guerre la compréhension de certaines attitudes, de certaines complicités. A la lignée Lucien Febvre, il oppose la lignée Edmond Vermeil, grand germaniste disparu dont les analyses dérangeaient.

Il est important que des esprits libres fassent éclater de temps à autre des vérités désagréables et qui font très mal dans ce pays, où comme par hasard la pensée républicaine a toujours fait de la Réforme, l'étape préparatoire à la Révolution française. Est-ce à dire qu'après un excès d'irénisme, il convient de retourner à l'offensive ? Oui et non. Oui, s'il s'agit de faire le jour sur des vérités désagréables dont l'oubli cache la cause de phénomènes terriblement actuels. Non, évidemment, si l'on procède en vue de ranimer la guerre plutôt que d'assurer plus solidement les conditions de la paix. Grâce à Dieu, du côté des Eglises de la Réforme, le secours peut venir aussi, de la part d'hommes de foi et de bonne volonté, fort capables de reconnaître qu'il y eut aux origines de la Réforme et depuis lors des erreurs et des fautes qui ont pesé sur le cours de l'histoire. Après tout, un des jugements les plus sévères qui aient été portés sur l'héritage luthérien dans ses rapports avec le destin allemand, émane d'un des plus grands penseurs du protestantisme allemand, le théologien Karl Barth. C'est bien lui qui a écrit : le peuple allemand «*souffre d'une part de la succession que lui a laissée le plus grand chrétien qu'il ait produit : il souffre de l'erreur de Martin Luther quand aux rapports de la loi et de l'Evangile, de la puissance temporelle et de la puissance spirituelle, erreur qui fut cause que son paganisme naturel n'a pas été enrayé et contenu, mais plutôt transfiguré, confirmé, renforcé.*» De Laurent Dispot et de Karl Barth, je ne suis pas sûr que le premier soit le plus sévère.

Dans son ouvrage «*Un destin, Martin Luther*» (PUF), Lucien Febvre n'élude pas la question des rapports entre le Réformateur et les princes allemands, sa position abrupte qui cautionne la répression de la guerre des paysans

pourtant liée aux mouvements populaires provoqués par la prédication du moine révolté. Mais il en donne une interprétation qui sans totalement disculper Luther, le désolidarise des grandes responsabilités historiques. La politique, ce n'était pas son affaire : «*Il vit dans le monde, sans doute, en tant qu'homme. Il est un Allemand, plongé dans le milieu allemand, soumis à des lois humaines, régi par de multiples institutions. Comme tel, il peut avoir sur la politique des princes, la condition des paysans ou l'activité des banquiers, ses idées, justes ou fausses. En fait, il les a ; et l'on peut dire hélas, parfois, quand on lit les Propos de table. Peu importe. Ce n'était pas du royaume de ce monde que Martin Luther avait à s'occuper. Sa foi s'attachait au sang du Christ, elle ne se souciait pas d'autre chose.*»

UNE DOCTRINE TOTALITAIRE DE L'AUTORITÉ ÉTABLIE

N'est-ce pas aller un peu vite en besogne ? Les textes attestent tout de même d'une doctrine véritablement totalitaire de l'Autorité établie qui doit être élevée à n'importe quelle condition. Au chrétien, la foi interne, à l'Etat tout l'espace de la vie publique où il incarne sans nuance la volonté divine. On voit très bien le Réformateur prêchant aux Polonais, qui, catholiques heureusement ne l'écouteront pas : le général Jaruzelski est lieutenant de Dieu sur terre, et le camarade Youri Andropov son vicaire. C'est à peu près ce qu'explique Laurent Dispot, qui ne parle pas sans références !

Pourtant, s'il est un point sur lequel je suivrai plus volontiers Lucien Febvre, c'est sur le caractère tout à fait personnel, intérieur, spirituel de la partie qui se joue en Martin Luther. On connaît les quelques belles pages de Bernanos sur Frère Martin, préambule d'un livre dont il avait le projet, mais qu'il n'eût pas le loisir de poursuivre. C'est sur le domaine de la révolte qu'il insiste. J'en serai d'accord avec lui, mais avec le correctif de Lucien Febvre. La révolte luthérienne ne se dresse pas avant tout contre la babylone romaine et les vices trop visibles de l'Eglise de son temps. Après tout l'Augustin n'était pas seul à réagir, et la notion d'une réforme de l'Eglise dans sa tête et dans ses membres est une conception tout à fait catholique qui aura ses héros, humanistes d'une part comme Erasme, et surtout mystiques et saints comme Thomas More, Ignace de Loyola, Thérèse d'Avila et Jean de la Croix. Le drame supérieur de Luther tient tout entier dans la perspective du salut et de la justification. Ce fut son obsession. «*Luther descendait en lui. Il y trouvait un sentiment intense de la force, de la virulence, de la grandeur tragique du péché,*» écrit Lucien Febvre. En même temps, il désirait être sauvé. Comparant sa faiblesse à l'inaccessible sainteté de Dieu, il se réfugiait dans la foi comme dans un manteau. Qu'on le veuille ou pas, telle est la vérité, tel est le seul drame de Luther, ce qui fut principe de sa révolte et commanda toute une explication théologique qui provoqua le grand schisme de l'Europe chrétienne, un schisme dont nous ne sommes pas sortis et dont les conséquences politiques pèsent encore à l'heure des Euromissiles.

Gérard LECLERC

vers la « vérification »

Les défaites dominicales du parti communiste sont devenues banales. Ce qui se dit à ce propos l'est moins.

Encore une «citadelle» qui tombe. Encore une ville «reconquise». Et, à nouveau, un score important pour le Front National, qui ne se sent plus de joie... L'intéressant n'est pas de commenter les résultats de l'élection d'Aulnay mais d'observer l'attitude du parti communiste.

Si ce dernier a perdu une nouvelle mairie, ce n'est évidemment pas sa faute : le Parti ne peut se tromper, il ne peut évidemment pas commettre d'erreurs stratégiques et, bien sûr, il est impensable qu'il puisse frauder. On pense toujours, place du colonel Fabien, que plus le mensonge est gros, plus il a des chances d'être admis. L'ennuyeux est que les électeurs pensent le contraire. Mais ce n'est qu'un petit inconvénient, que le Parti peut effacer par une juste interprétation. Si les électeurs ne soutiennent pas le parti commu-

niste, c'est parce qu'ils sont mécontents du parti socialiste et, surtout, de la politique économique du gouvernement... socialo-communiste comme dit la droite. Façon classique de sauver les apparences, de se cacher la réalité du déclin du Parti qui se trouve au gouvernement sans en tirer profit.

Mais il ne s'agit pas seulement d'un discours d'appareil fabriqué pour rassurer les militants. C'est la cohésion de la majorité actuelle qui est en cause, c'est la question de la participation des ministres communistes au gouvernement qui va se trouver posée lors de la «vérification» de l'accord de 1981 entre le P.S. et le P.C.

Dans cette perspective, les communistes ont tout intérêt à mettre l'accent sur les difficultés économiques et sur le mécontentement qui en résulte dans l'opinion. Mais c'est pour mieux cacher le véritable débat, qui porte



Fiterman, un ministre en sursis

sur la politique étrangère et plus particulièrement sur les euromissiles. Comme, d'autre part, la participation des ministres communistes est «globalement négative» pour le Parti, les discussions entre MM. Marchais et Jospin vont être tout à fait cruciales. Les déclarations des maires communistes battus, puis celles du secrétaire général, la démission du président communiste des Charbonnages de France, les mouvements déclenchés par la C.G.T. montrent que le Parti a choisi une stratégie de tension. Nul n'ignore, d'autre part, que le Président de la République ne peut tolérer qu'un des partis de la majorité conteste aussi gravement que le P.C. la politique étrangère de la France. François Mitterrand ne veut pas avoir à connaître une situation analogue

à celle de Giscard face à Chirac après «l'appel de Cochin».

Tout est donc en place pour un affrontement très dur, et rien ne dit que l'accord soit au bout de la «vérification». Une seule chose est sûre : qu'il parte du gouvernement ou qu'il y reste, le parti communiste perdra toujours du terrain. S'il part, il se trouvera encore plus isolé, encore plus discrédité. S'il reste, il devra soutenir une politique qu'il ne peut approuver. Peut-être la question est-elle déjà tranchée, depuis certaine visite soviétique. En tout cas, il ne fait pas bon être communiste par les temps qui courent puisqu'il s'agit de vivre au rythme du déclin historique du communisme français.

Sylvie FERNOY

LIRE

pour l'autonomie

Contre le «Yalta» idéologique, contre toutes les routines, des propositions stimulantes.

«La question n'est pas de chercher une troisième voie, mais une autre voie», écrit Thierry Jeantet. Depuis le temps qu'on le dit... Oui, mais voilà : l'auteur de «L'individu collectif» ne se contente pas de vœux pieux. Il montre que cette voie est possible, dès maintenant. Et mieux encore : plutôt que de théoriser, il énonce des propositions concrètes qui toutes s'ordonnent autour d'un même projet : que l'administré devienne citoyen, que l'homme retrouve sa liberté, qu'il parvienne à maîtriser le cours des choses. En deux mots, réinventer l'autonomie.

Les «réalistes» fronceront le sourcil et diront que ce projet

sympathique est impossible. Thierry Jeantet démontre très justement que c'est le système actuel qui est devenu impraticable, insupportable - et déjà désuet tant il va à l'encontre des possibilités nouvelles qui s'offrent à nous. Crise de l'Etat-Providence, crise du productivisme, crise du système d'enseignement, tout indique que la prolongation des tendances passées nous enfermerait dans des impasses.

Il est donc urgent de penser et d'agir autrement. Il s'agit d'alléger l'Etat par la décentralisation et par la déconcentration administra-

tive (par la supranationalité aussi, ce qui est très discutable). Il s'agit de changer l'école et l'université par l'autonomie, par l'immersion dans la société, par la modification des modes de transmission et d'acquisition du savoir. Il s'agit de favoriser la création artistique et là encore de décentraliser, de créer des **media** communautaires, de libérer le temps et de réaménager l'espace, d'en finir avec la division abstraite entre producteurs et consommateurs en inventant de nouvelles formes de coopération. Il s'agit de créer de nouvelles structures économiques, afin que les hommes puissent retrouver la maîtrise de leurs outils - grands ou petits. Il s'agit de développer la démocratie en donnant aux citoyens la possibilité de participer plus activement à la vie collective : référendum à initiative populaire, initiative législative populaire...

Autant de projets stimulants, qui prouvent que l'esprit d'innovation politique et sociale n'est pas mort dans notre pays, malgré les idéologies réductrices et «l'idéophobie» qui domine dans les grands partis. Militant très représentatif de la nouvelle génération des radicaux de gauche, Thierry Jeantet montre, par ce livre, que l'engagement politique est compatible avec l'ouverture d'esprit, que le militantisme ne signifie pas la mort de l'imagination, que la fidélité à une tradition n'empêche pas la volonté de la renouveler. Il reste à espérer que beaucoup d'autres, à gauche comme à droite, suivront cet exemple.

B. LA RICHARDAIS

(1) Thierry Jeantet - **L'individu collectif** - Syros,

argentine :

fin d'une dictature

L'Argentine des militaires a vécu, n'ayant su vaincre aux Malouines ni maîtriser la situation économique. Un trépas agréable aux démocrates que nous sommes, même si la dictature demeure l'ordinaire de la planète.

L'événement n'est pas si fréquent. Prudence cependant, une dictature en cache bien souvent une autre. Iran, Nicaragua, pour ne citer que les plus récentes révolutions vite dévoyées. Mais l'Argentine offre de solides garanties : comme en Espagne, la transition démocratique s'assure dans le calme et la légalité, s'assume sans appuis extérieurs, toujours contraignants à terme. La démocratie renaît du fond des urnes, non pas au bout des fusils. Le cycle de la violence semble brisé, par la volonté même des militaires, pressés par leurs propres conséquences. Le club des démocraties accueille donc un membre supplémentaire; il reste malgré tout et par malheur très restreint.

Raison pour s'interroger sur les facteurs qui déclenchent un si rare processus de démocratisation. Une «droite» autoritaire s'est-elle vue désavouée par une «gauche» démocratique, forte d'une irrésistible montée des défenseurs des droits de l'homme ? Prenons garde d'appliquer à l'Argentine nos clivages nationaux. Ce pays possède une culture politique singulière, difficile à saisir pour l'étranger, qui s'égaye aisément dans les apparentes contradictions des discours. Certes, à première vue, la campagne électorale a clarifié l'enjeu du scrutin : à ma droite, Italo Luder, candidat péroniste, discrètement soutenu par les militaires, à ma gauche, Raoul Alfonsi, candidat radical, appuyé par les

milieux politiques libéraux. A réfléchir plus avant, la simple bipolarité droite-gauche se trouble jusqu'à l'illisibilité.

Qu'est-ce au juste que le péronisme, qui imprègne depuis quarante ans le pays ? Un avatar du fascisme, incontestablement : populisme, pouvoir autoritaire, répression. Un ersatz de socialisme, sûrement : les syndicats, la classe ouvrière, les milieux populaires ont jusqu'à ce jour épousé sans réserve, et dans l'exaltation, le «justicialisme». Le Parti communiste argentin a d'ailleurs soutenu, avec les militaires tortionnaires, le candidat péroniste. En 1977, le Parti communiste français, de concert avec l'Union soviétique, n'a-t-il pas refusé de s'associer à la campagne de boycott de la coupe du monde de football en Argentine ? Quand nous affirmons que les frontières traditionnelles ne sont plus ici opérantes... Il existe au sein du péronisme une aile révolutionnaire, qui a combattu par les armes la dictature militaire. Les guérilleros Montoneros ont durement subi la répression, alors que le Parti radical, bastion de la droite conservatrice, a vu plusieurs de ses membres éminents collaborer avec les militaires.

Depuis 1973 et l'imposition de l'état de siège, les radicaux n'ont jamais fait leur le thème des droits de l'homme. Raoul Alfonsi fait figure de marginal au sein de l'Union civique radicale. Cet ad-

mirateur de Mendès-France a donné au radicalisme argentin une nouvelle jeunesse en le fixant au centre-gauche, en refusant compromissions et corruption et... en récupérant certains slogans péronistes. A l'inverse, Italo Luder s'est employé à gommer les outrances de langage et de comportement propres aux leaders péronistes, allant jusqu'à refuser le soutien d'Isabelita Peron.

Pour la première fois depuis dix ans, les Argentins ont pu s'exprimer. 40% ont choisi la fidélité à un mythe national qui vibre encore dans le cœur des miséreux, 52% se sont tournés vers le refus moral de sept années passées sous un régime des plus sinistres : l'idéologie de la sécurité nationale comme discours, la torture comme méthode, le rapt érigé en système dans les dernières années. Atroce performance de ce procédé récent : il ne laisse aucune trace encombrante et accablante, hormis quelques dépouilles rejetées par la mer. L'élection de Raoul Alfonsi marque également une volonté de redressement économique. Les militaires, corrompus, brutaux et incapables ont entraîné dans le déclin un grand pays auquel était promis la prospérité : un capitalisme intégral a poussé l'inflation à 400%, la dette extérieure à 40 milliards de dollars, deux millions de chômeurs, soit 20% de la population active, une baisse de 20 à 30% du pouvoir d'achat et une diminution de 10% du produit intérieur brut.

Il suffit du coup de force manqué des Malouines pour mettre le feu à la dictature. Les 2.000 morts pour un rocher désertique sonnèrent le glas du pouvoir militaire, alors que ce dernier escomptait de l'expédition en terre britannique une légitimation de l'inacceptable. La riposte anglaise ouvrit une faille dans laquelle s'en-

gouffrèrent les forces démocratiques argentines.

Deux réflexions plus générales méritent de conclure : à ceux qui, tel Guy Sorman ou Louis Pauwels, pensent le libéralisme économique comme le seul fondement des libertés politiques, l'unique chemin de la prospérité, l'Argentine qui vient de passer apporte un démenti définitif.

Le déclin d'une dictature ne fait pas le printemps des démocraties. A l'Est comme à l'Ouest, le modèle totalitaire persévère et recrute. Argentine, Pologne même fascisme ? Cela se conçoit, mais la formule a ses limites. Les régimes des pays de l'Est n'ont pas la fureur meurtrière des dictatures d'Amérique latine. Il n'y a pas d'équivalent polonais de la triple A (Alliance anticomuniste argentine), on ne compte pas 30.000 disparus sous la botte de Jaruzelski. Mais si l'expression argentine n'était que l'expression d'une coalition d'intérêts toujours changeante, la dictature polonaise se fonde théoriquement sur une philosophie, un système qui prétend agir au nom des peuples, pour le bien des peuples. Grèce, Nicaragua de Somoza, Argentine, ces dictatures tombèrent parce que l'impérialisme - américain - qui les soutenait n'est pas fondamentalement totalitaire, ne le devient - ce qui ne l'excuse en rien - que lorsque la grande démocratie qui l'anime s'estime, à tort ou à raison, menacée. Jamais un régime totalitaire de l'Est n'a connu, de près ou de loin, la démocratisation qui bouleverse aujourd'hui l'Argentine, et demain peut-être le Chili ou la Turquie. Il y a là une menace de taille, qu'une assimilation hâtive ne doit pas faire oublier.

Emmanuel MOUSSET

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part.**

Nom
Prénom
Année de naissance Profession ou études
Adresse
.....
.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

quelle « guerre civile » ?

Le Liban était une expérience originale qui durait depuis une éternité. On avait parlé à juste titre du modèle offert à ses voisins par cette « Suisse de l'Orient », un modèle qui décidément semblait trop gênant. Nous avons interrogé notre ami Jean Coudray sur ce pays qu'il connaît bien et qu'il aime.

Royaliste : Vous vous êtes rendu au Liban plusieurs fois depuis le début de la guerre civile. Que pouvez-vous nous dire de ce pays déchiré ?

Jean Coudray : Il me faut revenir sur ce terme de « guerre civile » que je n'accepte pas. Mais d'abord je crois nécessaire de rappeler que le Liban est un ensemble historique très ancien qui s'est créé autour du noyau maronite puis druzo-maronite et qui a joui très tôt de prérogatives quasi-étatiques. Rappelons par exemple que dans l'empire ottoman le patriarche des maronites n'avait pas besoin de l'aval de la Porte et qu'il était reçu à Constantinople avec le protocole dû à un chef d'Etat. L'histoire montre combien la thèse d'une Syrie « amputée » du Liban est sujette à caution. Les termes du mandat que la France s'est vue confier dans les années 20 disent d'ailleurs clairement que la Syrie et le Liban sont deux entités à considérer séparément.

De plus, l'histoire de la montagne libanaise prouve que la symbiose entre les différentes communautés est possible, même s'il est à remarquer que dans les villages de la montagne on trouvait, jusqu'à ces derniers temps, des chrétiens intégrés dans les zones relevant de chaque confession, alors qu'il n'y avait pas d'interpénétration entre communautés musulmanes. Les massacres de chrétiens entre 1840 et 1860 ou la guerre de 1958 ont certes ponctué cette union de quelques tragédies, mais, jusqu'en 1975, on pouvait à juste titre parler d'un modèle libanais : modèle de liberté, de prospérité et de justice sociale qui tranchait avec la mer de dictatures et d'injustices des pays avoisinants.

Royaliste : Pourquoi récusiez-vous le terme de guerre civile pour la période d'après 1975 ?

Jean Coudray : Si vous appelez « guerre civile » le conflit européen de 1914-1918, alors je l'accepte pour le Liban d'aujourd'hui. Moi aussi je croyais, en me rendant à

Beirut, d'être en France. Sans même parler des excès commis, on ne pouvait pas demander au Liban qui est le plus petit Etat arabe de la région, le moins riche, d'intégrer 500.000 réfugiés alors qu'à l'exception de la Jordanie, les au-



Beirut en 1976, qu'il y avait là-bas une « guerre confessionnelle ». J'ai vite constaté qu'il s'agissait en fait d'une guerre de résistance menée par des Libanais, surtout chrétiens, contre des occupants palestiniens qui sont, eux aussi, musulmans ou chrétiens de différentes églises. Je ne veux pas dire que la cause palestinienne n'est pas juste et que les Palestiniens ne sont pas eux aussi des résistants, mais l'implantation des feddayins dans le sud du pays à partir de 1967 et surtout après le « septembre noir » de 1970 en Jordanie, a détruit le fragile équilibre libanais. Un de mes amis, correspondant de presse au Liban, aime à prendre cet exemple pour faire comprendre la situation à des Français. « Imaginez-vous, dit-il, que les républicains espagnols réfugiés en 1939 dans les départements pyrénéens français aient prétendu prendre le contrôle du pays, régler la circulation automobile, contrôler les identités, rançonner les commerçants pour leur cause, bombardier l'Espagne franquiste à partir du territoire français... Comment auraient réagi les Français patriotes ? »

Or c'est ainsi que se sont comportés les Palestiniens au Sud-Liban. Tant et si bien que pour de nombreux habitants de cette région l'invasion des Israéliens a été dans un premier temps un vé-

ritable soulagement. Sans même parler des excès commis, on ne pouvait pas demander au Liban qui est le plus petit Etat arabe de la région, le moins riche, d'intégrer 500.000 réfugiés alors qu'à l'exception de la Jordanie, les au-

Royaliste : Les négociations de Genève sur le Liban ont commencé avec une interrogation sur cette identité arabe du Liban...

Jean Coudray : On ne peut nier l'appartenance du Liban à l'ensemble géo-historique arabe. Mais vous avez raison de relever le terme, qui peut être gros de menaces si par arabe on entend musulman. C'est ainsi qu'on l'entend par exemple dans les pays du Maghreb. Walid Joumblatt qui a triomphé sur cette question, et ainsi fait triompher le point de vue syrien, a-t-il oublié que les Syriens reprochaient à son père Kamal de n'être « que » d'origine kurde ? Il devrait peut-être montrer plus de prudence en se rappelant que si les druzes se sont réfugiés dans la montagne aux alentours de l'an mil, c'est parce qu'ils étaient pourchassés par les musulmans orthodoxes majoritaires.

Mais le Liban est aussi un pays profondément francophone. Cela fait partie de son identité. Les deux meilleurs quotidiens de langue française en Méditerranée sont « L'Orient-Le Jour » et « Le Réveil ». Ce dernier a été lancé au début du siècle, avant le mandat français. D'ailleurs cette presse franco-

phone est florissante, la guerre n'a pas diminué son succès, bien au contraire, tandis que les tentatives et les manœuvres pour imposer une presse anglophone ont toutes échoué.

Royaliste : Dans les affrontements actuels au Liban il apparaît de plus en plus que la Syrie et Israël sont des alliés objectifs. Comment expliquer le commun acharnement de ces deux pays à détruire leur voisin, le Liban ?

Jean Coudray : Avec le retrait partiel des Israéliens, une zone de turbulences s'est créée au Chouf, qui a permis à de très anciennes querelles de se réveiller. Mais le rôle des forces étrangères dans les massacres est attesté. D'un côté les rebelles soutenus par la Syrie ne pèsent pas bien lourd dans la main de leur puissant allié. De l'autre côté on n'a pas, comme on le laisse à penser généralement dans la presse française, une « faction » maronites-conservateurs, mais l'armée légale de l'Etat légitime. Cette armée regroupe des soldats de toutes confessions et, jusqu'au plus forts combats de ces toutes dernières semaines, le chef d'état-major de l'armée libanaise était un druze. Une fois encore le terme de guerre civile qui met tout le monde sur le même plan ne rend pas compte de la réalité.

Mais revenons à « l'alliance objective » de la Syrie et d'Israël. La politique de la Syrie est particulièrement obscure. Les discours des officiels syriens n'ont aucune crédibilité. A Genève, le chef de la diplomatie de Damas prétend rappeler le « fait historique » que c'est l'Etat libanais qui a appelé la Syrie au secours pour sauver les chrétiens menacés par les Palestiniens. J'étais au Liban au moment où la résistance chrétienne s'effondrait, en 1976. Les Syriens avaient armés leurs ennemis, les encadraient, infiltraient nuitamment la plaine de la Bekaa... et quand ils ont été sur place, en maîtres, les chrétiens ne pouvaient pas faire autrement que de demander leur intervention pour échapper au massacre. La vérité c'est que la Syrie qui aurait pourtant tout intérêt à conserver un Liban prospère dont les circuits financiers et commerciaux, les compétences techniques lui bénéficieraient indirectement, ne peut pas supporter un pays démocratique à



sa porte, avec un Parlement qui n'est pas composé de « momies » (ainsi que l'on qualifie les parlementaires égyptiens), ou le pouvoir est équitablement partagé entre un président maronite, un premier ministre sunnite au rôle important et un président de la Chambre, chiite, qui n'est pas non plus une potiche. Les Syriens ont eu le front de prétendre que les maronites bénéficient d'avantages exorbitants vu leur nombre « réduit ». C'est cocasse si l'on considère que l'Etat syrien est tout entier au main de la secte alaouite, pour le coup une véritable minorité.

Quant à Israël, les raisons qui poussent cet Etat, isolé dans la région, à précipiter le Liban à la ruine, sont multiples :

- 1/ le Liban lui semble un concurrent dans le rôle d'allié privilégié de l'Amérique,
- 2/ Pour tenir ce rôle d'allié unique de l'Occident, Israël se veut la seule démocratie au sein des « satrapies orientales » et la démocratie parlementaire libanaise lui semble gênante,
- 3/ le pacte libanais qui permet de faire vivre en harmonie, et en partageant le pouvoir, plusieurs communautés faisait ressortir le caractère odieux du régime israélien qui refuse une participation équitable au pouvoir des nombreux Arabes musulmans ou chrétiens ayant pourtant la nationalité israélienne.
- 4/ le Liban est tout simplement un concurrent pour la conquête économique de la région.

Royaliste : Que doit faire la France au Liban ?

Jean Coudray : Etre présente, mais pas pour se trouver à la traîne de la politique américaine...

On a peut-être tort de vouloir jouer trop de cartes à la fois. Lorsqu'on constate combien les Palestiniens sont admiratifs envers l'Amérique par exemple, on ne peut que se redire qu'il n'y a qu'un seul pays dans cette région qui ait la fibre francophone, qui soit un indéfectible et irremplaçable point d'appui pour notre politique au Proche-Orient. Ce pays c'est le Liban et aucun autre. Quand cette idée se sera imposée, il sera plus facile d'agir pour maintenir un pacte qui remonte à saint Louis.

propos recueillis
par F. Aimard

LE JOUR

— Tél. : 3485601-349016 — Tél. : JAROS 20017 T.E. — B.P. 3488 — Beyrouth

ADMINISTRATION
14 Novembre 1983
DIRECTEUR : CAMILLE MENASSA

12
(pages)

le rêve brisé des palestiniens

A Tripoli, sous les obus arabes, c'est le rêve d'une patrie palestinienne qui achève de se briser.

Décidément, nous vivons une période de dévoilement. Certes le monde change, comme il n'a jamais cessé de le faire, mais c'est surtout la vision que nous en avons. Le caractère implacable de certaines logiques politiques, et la cruauté des faits qui en découlent, nous amènent à modifier nos jugements, à nous interroger sur nos préférences, à changer nos catégories.

Ainsi le Proche-Orient, réalité complexe sur laquelle nous avons plaqué nos sentiments, nos passions, nos fantasmes parfois. Tout était simple il y a dix ans : Israël d'un côté, les Arabes de l'autre. Il était possible de considérer leur combat comme celui du bien et du mal, que l'on plaçait dans l'un ou l'autre camp selon ses sentiments. Tantôt on célébrait le courage d'un peuple menacé d'être rejeté à la mer, tantôt la pureté d'une lutte de libération nationale et sa promesse révolutionnaire. La longue et sanglante série des attentats commis par les extrémistes palestiniens a conduit les partisans de la Palestine à plus de mesure. La violence froide du gouvernement israélien en Cisjordanie, l'invasion du Liban et les responsabilités israéliennes dans les massacres de Sabra et Chatilla devaient contraindre les partisans de l'Etat hébreu à regarder en face de tristes réalités.

L'offensive menée contre Yasser Arafat devrait achever ce processus de dévoilement. Voici les ennemis d'hier complices, pour le moment, dans l'élimination du représentant légitime des Palestiniens. Voici les Etats membres du « Front du refus » qui tentent de détruire ceux pour qui ils sont censés se battre. Voici Israël et la Syrie d'accord, au moins tacitement, pour se partager le malheureux Liban. L'intérêt des nations, leur volonté de puissance, dérange toujours les schémas idéologiques et les analyses sentimentales.

Faut-il se satisfaire de ces consi-

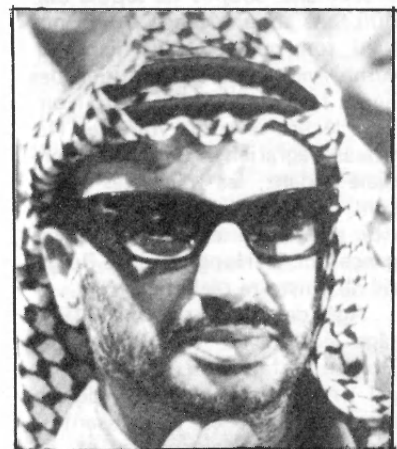
dérations désabusées et renvoyer les adversaires dos à dos en se désintéressant de ce qui pourra advenir ? Cette attitude est impossible pour ceux qui ont défendu le droit du peuple palestinien à une patrie, sans pour autant dénier à Israël la nécessité d'avoir des frontières sûres et reconnues. Quant à ceux qui ont toujours refusé de considérer Yasser Arafat autrement que comme un terroriste, ils auraient tort de se réjouir de sa défaite. La liquidation militaire de l'O.L.P. ne signifie pas son effacement politique. Et même si l'O.L.P. ne pouvait plus prétendre au rôle qu'elle joue depuis quinze ans, les revendications du peuple palestinien n'en cesseraient pas pour autant. Le retour brutal de la cause arménienne sur la scène politique est là pour nous rappeler que l'identité d'un peuple ne s'efface pas aisément, que sa passion de la liberté ne peut être détruite ni par la violence, ni par la dispersion, ni même par la tentative de génocide.

En cherchant à détruire l'O.L.P. les deux principaux Etats du Proche-Orient ne posent pas les conditions de la paix dans la région, mais à s'entendre - provisoirement - pour étendre l'un et l'autre leur puissance. Cet accord n'empêchera pas de nouveaux conflits entre Israël et la Syrie. Il n'empêchera pas la revendication palestinienne de prendre, à nouveau, une forme extrême - et d'autant plus extrême qu'elle est désormais sans issue négociée possible. Il ne faut pas oublier qu'après le sommet de Fès, en octobre 1982, l'O.L.P. s'était convertie à l'action diplomatique, et commençait à entrer dans la voie du dialogue. Certains n'y avaient pas intérêt, qui soutenaient les groupes extrémistes (celui d'Abou Nidal notamment) et qui commandaient l'assassinat d'Issam Sartaoui qui incarnait le dialogue possible entre Israéliens et Palestiniens (1).

Ce sont les mêmes qui prétendent résoudre le problème en écartant, par la force, les représentants légitimes du peuple palestinien. L'avenir montrera combien ils se trompent. C'est d'ailleurs ce que la France a compris et signifié en sauvant Arafat et ses troupes après la bataille de Beyrouth, en soutenant le chef de l'O.L.P. enfermé dans le piège de Tripoli et en étant manifestement prête à l'en déloger. Par là, notre pays ne fait pas un choix romantique ou partisan : il tente, avec peu de moyens, de préserver à long terme les chances d'un dialogue et la possibilité pour les Palestiniens de retrouver une patrie.

Yves LANCENNEC

(1) Voir l'article d'E. Mousset, « La paix meurtrie », « Royaliste » 381.



YASSER ARAFAT

Né à Jérusalem en 1929 d'une ancienne famille musulmane de Palestine, Yasser Arafat se bat très jeune dans la milice contre les groupes terroristes juifs de la Hagana et de l'Irgoun. Après la défaite des armées arabes devant le nouvel Etat sioniste en 1948, Yasser Arafat se réfugie successivement dans la bande de Gaza puis au Caire (il participera à la guerre de Suez comme expert en sabotage), puis au Koweït ou parallèlement à une carrière d'homme d'affaires il organise ce qui deviendra le mouvement de résistance palestinien Al-Fatah (« la victoire »). En 1969 il devient président de l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP fondée en 1964) qui se trouvait en perte de vitesse après la défaite arabe de 1967. Sous son impulsion l'OLP regroupera désormais l'essentiel des forces palestiniennes (FPLP de Georges Habache, FPDLP, etc. face auxquels Al-Fatah apparaît comme la tendance modérée du mouvement) et peut se voir consacrer par l'ONU - par 105 pays dont la France - comme le « représentant légitime du peuple palestinien ». Hostile aux luttes idéologiques qui déchirent son mouvement, Arafat a toujours échappé aux tentatives de manipulation de la « gauche » comme de la « droite » arabe, et au travers de rudes combats parfois sanglants contre différents pays arabes il n'a cessé de renforcer sa légitimité personnelle au yeux du peuple palestinien. Une légitimité qui fait de l'ombre aux « grands leaders » de la « révolution arabe » qui de Kaddafi à Al-Assad n'ont jamais songé à utiliser les Palestiniens que comme les mercenaires de leurs propres ambitions territoriales.

roman-roi

«Roman-Roi» : un livre de Renaud Camus qui, en cette saison de prix littéraires, mériterait de décrocher un trophée, tranchant ainsi avec l'insignifiance de la plupart des «œuvres» couronnées ces dernières années.

L'intrigue de son ouvrage se déroule au sein du royaume balkanique de Caronie auquel l'imagination fertile de son auteur trouve des frontières communes avec la Pologne, l'U.R.S.S., la Roumanie, la Hongrie et la Tchécoslovaquie !

Ceci dit Renaud Camus accumule les réminiscences historiques. D'abord la Caronie est un des pays de la Petite Entente, très francophile et pénétré de culture française. Il en va de même de son roi Roman II, monté sur le trône à sept ans, soumis de sept à dix-huit ans à la régence du prince Paul son oncle. Ce dernier gouverne avec l'aide et le soutien des ligues fascisantes telles l'Arc Noir, les Flèches d'Acier, voire les Nationaux-agrariens. La crise mondiale aidant, les minorités juives sont brimées, tandis que la minorité allemande est pleine d'arrogance (cf la Hongrie et la Bulgarie de l'histoire réelle).

Agé de dix-huit ans en 1938 (âge légal de la majorité royale) Roman II fait un coup d'Etat légal : remerciant sans trop de larmes son oncle en rétablissant la monarchie parlementaire et en abolissant la législation antisémite (ça c'est emprunté à la Yougoslavie où le pro-nazi régent Paul est renversé légalement par le roi légitime Pierre Ier en 1941).

Mais, dès 1940, la Caronie alliée à la France et à l'Angleterre est envahie par les nazis : ils occupent plus d'un tiers du territoire cependant que l'URSS occupe la partie orientale de la Caronie et

que la minorité hongroise incite son pays d'attache à envahir la Roussellie (sud-ouest du pays). Au total un bon condensé de drames des différents pays de la Petite-Entente, agglomérats de minorités nationales issus de la cervelle folle du président Wilson et concrétisés par les traités de Saint-Germain et Trianon dépeçant l'Autriche-Hongrie en 1919-1920.

Ecœuré, Roman II laisse gouverner à sa place le maréchal Warhlmeck (traduction acronienne de Pétain sans doute). Celui-ci collabore avec les Allemands en espérant les rouler. Puis Roman II, âgé seulement de vingt-quatre ans fait arrêter le Maréchal (cf. Michel Ier de Roumanie faisant arrêter le maréchal Antonesco, Conductator du pays). Il s'allie avec les Russes, mais est broyé par eux et doit abdiquer en 1948 (Michel Ier, lui, abdique le 30 décembre 1947).

En filigrane de cette histoire politique on trouve aussi le récit des amours tumultueuses de Roman II et de son épouse anglo-américaine, Lady Diana Landsor, qui ne manquent pas de finesse psychologique.

Seules réserves : une certaine préciosité dans le langage, un goût effréné pour les noms de ville abracadabrants et une lourde histoire d'amitié pédérastique du narrateur avec un officier allemand (cela dure seulement une quinzaine de pages). Bonne chance tout de même à Renaud Camus.

Arnaud FABRE

un colloque

Jean-Pierre Chevènement, Bertrand Renouvin, Roger Pannequin, Jean-Marie Benoist. Un socialiste, un royaliste, un ancien communiste, un libéral, réunis à une même tribune, acceptant de dialoguer, d'échanger, dans le respect mutuel. Peu d'organisations peuvent se vanter d'avoir permis une telle réunion.

Les luxueux salons de la rue Jean-Goujon accueillirent en tout 130 personnes qui, le matin en commissions et l'après-midi en assemblée générale confrontèrent leurs points de vue dans l'atmosphère la plus studieuse qui puisse-t-êtr.

«La mode est aux clubs politiques, dit en substance Bertrand Renouvin, en ouvrant le colloque des Clubs Nouvelle Citoyenneté, mais ceux-ci sont souvent moins des clubs de réflexion

que des défouloirs à passions. Quant à nous, essayons de rester libres de toute idéologie, efforçons-nous de rester un espace ouvert au dialogue».

Dialogue, débat dans le respect de l'autre, tels furent bien les mots-clé de ce premier colloque. Deux thèmes de réflexion étaient proposés aux participants réunis en deux commissions: « La France peut-elle encore avoir une ambition ? » et « Les citoyens et la politique ».



■ Jean-Pierre Chevènement, Philippe Cailleux et Bertrand Renouvin

Vous, vous l'avez déjà lu, bien entendu, mais c'est

**un cadeau
original
pour
vos
amis**

**LE DOCUMENT POLITIQUE
DE LA 'RENTÉE**

Le Journal du Dimanche



144 pages
45 F

FAYARD

BULLETIN DE COMMANDE

Nom :

Prénom :

Adresse :

commande « Lettre aux Français » :
 / / 1 ex. au prix de 45 F (franco 51 F)
 / / 2 ex. au prix de 85 F (franco 95 F)
 / / 3 ex. au prix de 125 F (franco 139 F)
 / / 5 ex. au prix de 200 F (franco 220 F)
 / / 10 ex. au prix de 338 F (franco 362 F)

et joint son règlement soit : F
 (chèque bancaire ou postal à l'ordre de «Royaliste» CCP 1810406N Paris.
 Bulletin à retourner à «Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris.

réussi

La France peut-elle encore avoir une ambition ? Oui, répondent les membres de cette commission. Tant du point de vue diplomatique qu'économique. De par sa position de puissance moyenne, notre pays peut - et doit - tenir tête aux deux blocs, perpétuant d'ailleurs ainsi sa longue tradition d'opposition aux hégémonies, sans présenter elle-même de risque d'impérialisme. Economiquement, de par ses ressources naturelles (agriculture, bois), de par sa bonne place au niveau des techniques de pointe (électro-nucléaire, aéronautique, armement), la France peut résister aux pressions en admettant toutefois un certain protectionisme, limité et temporaire, mais sans complexe. D'autre part, le rôle de la francophonie reste un atout dans son jeu, notamment dans ses rapports avec les pays méditerranéens et africains, qui, ne l'oublions pas, ont une économie complémentaire à la nôtre. En résumé donc, oui, la France peut encore avoir une ambition en 1983, à condition d'en avoir la volonté politique, et que celle-ci soit clairement et fermement affirmée.

Participant à ce débat, Jean-Pierre Chevènement se montre pour le moins direct : «**Je voudrais vous dire que j'ai plaisir à me retrouver parmi vous - à me trouver parmi vous puisque c'est d'ailleurs la première fois que je me trouve**

dans une assemblée de la Nouvelle Action Royaliste. Je vous suis de loin depuis longtemps, parce que ma famille politique d'origine n'est évidemment pas la vôtre. Mais, je dois vous le dire, je suis avec estime et considération les efforts de renouvellement que vous avez tenté et réussi depuis de nombreuses années. Je pense que la liberté d'esprit est aujourd'hui une qualité essentielle de la vie politique française.



■ Ph. Cailleux, N. Lucas, B. Renouvin, J.-P. Chevènement, R. Judicis

Vous m'avez demandé de répondre à une question : «La France peut-elle avoir une ambition», mais je vous répondrais en citant Michelet : «La France est ambition, ou elle n'est pas». Et d'affirmer qu'il faut avant

tions, etc. Vint ensuite le jeu de la France dans le monde, le dialogue Est-Ouest à relier au dialogue Nord-Sud, l'Europe, les euro-missiles, etc. S'il fallait comptabiliser les points de divergence et de convergence entre les deux orateurs, les seconds l'emporteraient de loin.

La deuxième commission travaillait sur la «Participation du citoyen à la politique». Après avoir constaté que le gouvernement de M. Mitterrand avait, à travers la décentralisation ou les radios libres, permis une avancée politique vers cette participation, les membres de cette commission devaient s'interroger sur le rôle des partis, qui recentralisaient, de par leur logique interne, tout ce que la loi tentait de décentraliser. D'autre part il est permis de se demander quelles possibilités de régionalisation demeurent face à toutes les tendances qui poussent au déracinement et à la banalisation.



■ Jean-Marie Benoist et Roger Pannequin



■ à la tribune : Michel Henra, Jacques Beaume, Yves Lemaignan, Alain Solari

tout «reconstruire une idée de la France» ce qui porta le débat sur le gaullisme, le rôle des institu-

Abordant le rôle des syndicats, les participants devaient souligner l'échec relatif de la CFDT qui a tenté de lier démarche revendicative et recherche d'une «nouvelle citoyenneté». Un certain nombre de techniques comme le non-cumul des mandats ou la moralisation des finances des partis, de nouveaux types de représentations («délégués du peuple» proposés par le comte de Paris dans la «Lettre aux Français»), mais il faut bien convenir que la difficulté vient de la passivité avec laquelle la plus grande partie de la population délègue ses pouvoirs et fuit la responsabilité politique.

Hélas, je constate, qu'à l'instar des différents orateurs qui se succédèrent à la tribune, j'ai largement dépassé mon temps de parole et qu'il me reste très peu de place pour évoquer le second débat qui opposait Jean-Marie Benoist, Roger Pannequin et Julien Betbèze sur ce même thème de la participation des citoyens à la politique. En quelques lignes donc, on peut retenir que celui-ci fut plus polémique, plus partisan avec J.-M. Benoist qui semble avoir parcouru bien du chemin depuis l'époque des nouveaux philosophes !

Quant à Roger Pannequin, les questions qu'il posait auraient, pour plusieurs d'entre elles mérité des réponses de Jean-Pierre Chevènement lui-même, mais ce n'est peut-être que partie remise.

Je ne tiens pas à tenter la gageure de résumer en quelques lignes plus de six heures de travail collectif et de dialogue. Alors prenons rendez-vous avec un prochain numéro de la revue «Cité» qui fera ce travail de compte-rendu avec toute la minutie souhaitable.

Annette DELRANCK

la mairie de paris au secours de l'

L'histoire se porte mal. Des historiens aux plus hautes autorités de l'Etat, on se plaint de la faiblesse de son enseignement, souvent relégué dans les «matières d'éveil» (1). Malgré la qualité de nombreux ouvrages d'érudition, malgré l'audience des revues de vulgarisation et le succès des romans à thème historique, l'oubli du passé naît très logiquement de l'acculturation et de l'affaiblissement du sentiment national. En créant un Comité pour les commémorations de l'Histoire de France, la Ville de Paris répond-elle à ces préoccupations ?

Que la réaction émane des autorités politiques ne pourrait surprendre. On savait déjà le Président de la République, amateur éclairé de culture classique à l'image des hommes politiques de sa génération, friand de commémorations et de références historiques. On ne manqua pas de brocarder justement ce socialisme de monuments et de nécropoles qui semblait chercher l'inspiration auprès des mânes des grands hommes du mouvement ouvrier français : la Commune, Jaurès, Blum. Le bon et le moins bon. La paille et le grain.

Le Maire de Paris veut-il faire oublier l'épisode malheureux de l'Exposition universelle ? On se félicitera, en tout cas, que son approche de l'Histoire soit quelque peu différente de celle qui a trop souvent cours à gauche, mais aussi dans une large part de la droite. La Révolution n'est plus cette totalité incontournable, le centre de gravité, le pivot autour duquel s'articule l'histoire de notre pays. François-Furet rappelle que, pour une certaine historiographie, «la Révolution française n'a cessé d'être un récit des origines, donc un discours de l'identité». Pour le Comité parisien, au contraire, les origines de la France remontent, selon la tradition, au baptême de Clovis et «la ville des soulèvements, des frondes et des révolutions maintient, par-delà les ruptures, une permanence qui lui permet d'assumer toutes les traditions qui composent le patrimoine de la nation». Ruptures, permanence : si la Révolution est toujours le centre controversé de l'intérêt historique ce n'est plus en tant qu'acte fondateur d'un pays et de sa culture politique. C'est la revanche de Tocqueville sur Jaurès.

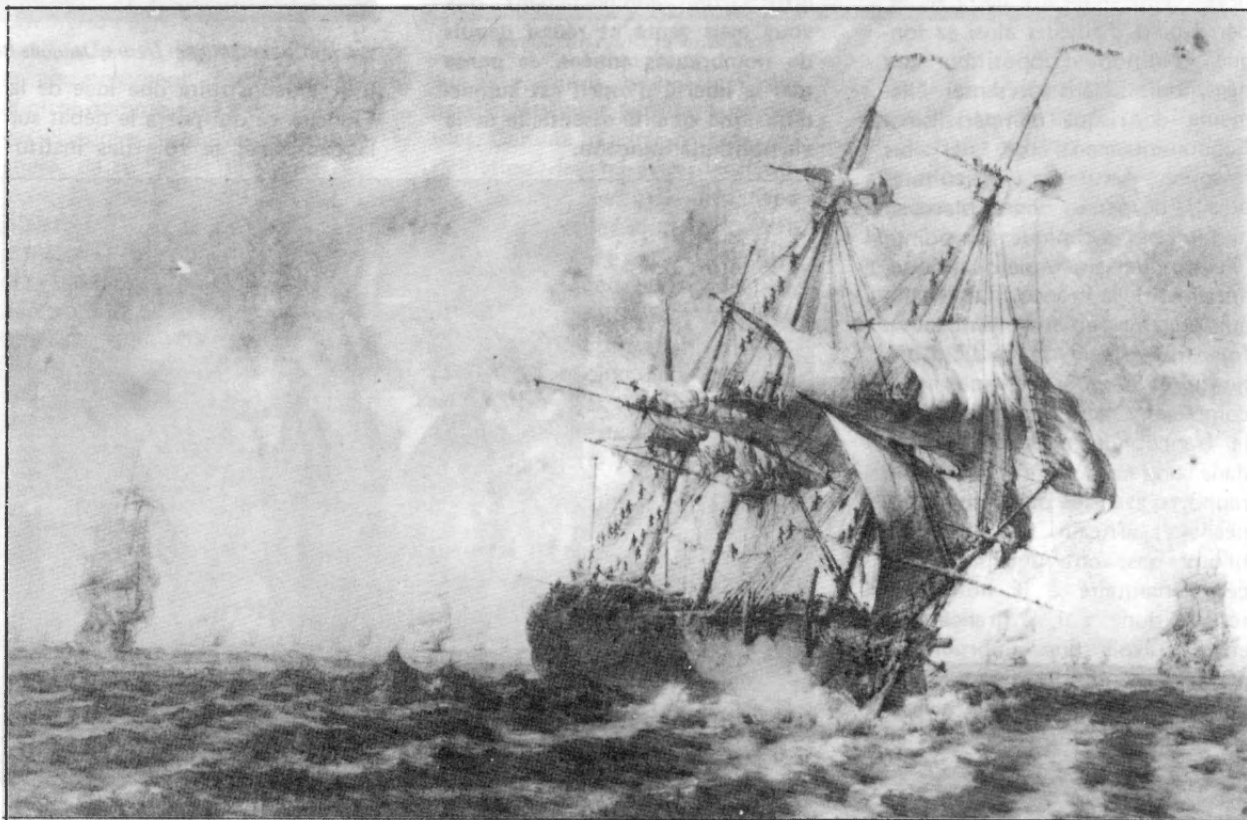
Le premier acte du Comité de la Ville de Paris pour les Commémorations de l'Histoire de France est un témoignage de cette permanence.

Cette commémoration de la paix de 1783 n'est que la première d'une décennie particulièrement riche en anniversaires.

Prochaine date sur l'agenda de la Ville de Paris : 1987. Il y a mille ans en effet que s'établissait définitivement sur le trône cette dynastie capétienne qui devait constituer la France. Cette famille, rappelle M. Bernard Billaud, secrétaire du Comité, «qui a bien failli,

avec l'aveu du suffrage universel qui chaque fois qu'il eût l'occasion de s'exprimer se prononça pour le retour de ses Rois - retrouver le trône (...) en la personne du comte de Chambord, mort il y a tout juste cent ans, en témoin particulièrement pénétrant de son temps.

C'est la race capétienne qui, avec une sorte d'obstination paysanne est parvenue à rassembler



■ L'exposition se tient au salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, jusqu'au 26 Novembre.

guerre d'amérique et liberté

L'exposition, que nous avons annoncée dans «Royaliste» 388, donne lieu à un catalogue richement illustré, et dont le texte forme un prélude - déjà très complet - au livre que Paul et Pierrette Girault de Coursac préparent sur la Guerre d'Amérique.

Le 3 septembre 1783, le Traité de Versailles consacrait, outre l'indépendance des Etats-Unis, la renaissance de notre marine et de notre capacité d'intervention dans le monde. Vingt ans après la perte du Canada, la France retrouve son rôle de puissance mondiale. L'exposition organisée par la Mairie de Paris et réalisée par Pierrette et Paul Girault de Coursac a l'originalité et le grand mérite de montrer le rôle déterminant que fut celui de Louis XVI à cette occasion.

L'éducation qu'il reçoit, alors qu'il n'est encore que le Dauphin,

le prépare à cette guerre d'Amérique : «le jeune prince reçoit une formation analogue à celle de l'Ecole militaire, à ceci près qu'il va beaucoup plus loin qu'eux en mathématiques et en physique». Cette éducation scientifique et sa passion pour les choses de la marine lui feront entreprendre, devenu Roi, la rénovation de l'Armée et surtout, la reconstruction de la Marine, pratiquement inexistante depuis la Guerre de Sept Ans.

La révolte des colonies anglaises le trouve donc prêt à réaliser un de ses plus importants projets politiques, la liberté du commerce maritime.

Prix de la réalisation de ce projet ? une guerre peu sanglante et pas d'impôts supplémentaires pour les Français. Ce prince, qu'on a dit faible et velleitaire, veille personnellement aux déroulements des opérations et aux conditions de la vie des soldats, limite les châtiments corporels et supprime la peine de mort pour désertion, avantage les équipages en renonçant à sa part des prises de guerre, interdit les actes d'hostilité contre les pêcheurs anglais, et insuffle à une armée entière, souvent contre son entourage et ses ministres, la volonté de vaincre.

Sans enlever son prix à l'action de La Fayette et d'un groupe de jeunes aristocrates enthousiastes, M. et Mme Girault de Coursac démontrent ainsi que Louis XVI fut le principal artisan de la victoire. «Nombre de visiteurs en se-

histoire

autour de Paris (...) le fameux «pré carré» constituant ainsi la nation française et le plus ancien des Etats d'Europe. La fameuse formule sur les «quarante rois qui ont fait la France» demeure comme un raccourci de cette longue strophe de notre histoire.»

D'une fondation à l'autre, 1989 sera également l'occasion de s'intéresser à la nature de la Révolution française. On sait maintenant quelle a été la volonté réformatrice de Louis XV et de Louis XVI, que - sans l'opposition de la noblesse et des Parlements - le grand mouvement amorcé sous leurs règnes aurait pu se continuer sans les bouleversements que nous connaissons et sans ce traumatisme historique que nous subissons toujours.

Et si l'idéologie républicaine est en perte de vitesse, il ne fait aucun doute pourtant, que le bicentenaire de la prise de la Bastille donnera lieu de sa part à une offensive à laquelle il convient, dès maintenant de se préparer.

Il convient de s'y préparer pour rétablir des vérités, pour réconcilier les Français avec leur passé, pour retrouver enfin, dans le respect de toutes nos traditions politiques, le sentiment d'unité qui prévalut le 14 juillet 1790.

René ADRIERS

(1) Cf «Comment sauver l'histoire de France», «Royaliste» 381.

des mers

ront étonnés car l'histoire ne leur avait pas été enseignée de la sorte...»

R.A.

LA VIE DES SECTIONS

Les sections de notre mouvement publient de nombreux bulletins, tracts, communiqués, régulièrement ou irrégulièrement. En voici quelques échantillons :

A ANGERS

Lu dans le «Lys d'Anjou», lettre d'informations royalistes : «La NAR à Angers, ça marche plutôt bien. Mais qu'est-ce qu'une section d'un mouvement politique qui se dit être dans la bonne voie ?

C'est tout d'abord une équipe qui petit à petit, à force d'obstination, fait surface dans la vie politique locale. C'est aussi être présent sur le terrain, dans les associations et bien sûr pour ses membres, être reconnus comme des hommes politiques à part entière, donc présent dans le débat politique. Et à Angers, cela s'est produit.

Le royaliste de l'équipe qui a réussi le mieux à réunir ces conditions, est Nicolas Lucas. Donc, par ces présences sur le terrain, dans les associations, il a fini par intéresser quelques personnes, vite devenues des amis. L'argent qui nous manquait au départ a suivi, ainsi que les relations avec la presse et la classe politique, intriguées par ce jeune royaliste qui tenait des réunions et se présentait aux élections. Jusqu'au jour où Jean Monnier, Maire d'Angers, propose à Nicolas une place sur sa liste municipale. Depuis lors, notre ami est conseiller municipal délégué à la petite enfance. Maintenant, les portes nous sont ouvertes. Ce qui est possible à Angers, l'est ailleurs.»

VAL D'OISE

Et dans la «Lettre royaliste du Val d'Oise» : «Au moment où le Prince vient de publier sa «Lettre aux Français», il paraît indispensable de renforcer l'audience de notre mouvement, et plus particu-

lièrement de renforcer notre organisation dans le Val d'Oise.

Déjà le secteur d'Osny-Cergy-Pontoise s'est manifesté au moment des Municipales de mars 1983 ou ma candidature clairement royaliste suscita un large écho tant au niveau de la presse locale et régionale que des représentants des partis politiques traditionnels.

A cette occasion des liens étroits ont été noués avec le représentant local du Mouvement des Démocrates, et ensemble, nous avons décidé de poursuivre notre action dans le cadre d'un Club Nouvelle Citoyenneté. Par ailleurs, dans la perspective des élections législatives de 1986, le comité directeur de la NAR a retenu ma candidature pour la circonscription de Pontoise.» J.-M. Bertrand.

RENNES

Confrontés à d'autres problèmes, les royalistes de Rennes ont très largement diffusé le texte suivant : «A un moment ou certains «vrais royalistes» (ou se prétendant tels) reproduisent les gestes du passé et osent encore s'attaquer à «la Démocratie», relisons ces quelques lignes extraites de «La Lettre aux Français» que vient de publier le comte de Paris. «Réinventer la démocratie n'implique évidemment pas le rejet des principes et mécanismes qui tendent à assurer la liberté du débat public et la représentation des idées et des intérêts. Loin du mépris «poujadiste» et de la critique d'une démocratie qui serait purement «formelle», l'exigence présente est de recréer un dialogue authentique entre le peuple et le pouvoir, d'élargir la représentation populaire, de rendre au peuple la parole dont il reste trop souvent privé.» La section Rennaise de la Nouvelle Action Royaliste se devait de rappeler cette exigence...»

●ÉTUDIANTS ET LYCÉENS

Une réunion d'information sur la N.A.R., animée par Bertrand Renouvin, se tiendra le **Samedi 26 Novembre à 14 h** dans les locaux du journal. Cette réunion est ouverte tant à ceux qui souhaitent mieux appréhender le sens de notre royalisme qu'aux militants chevronnés qui veulent parfaire leurs connaissances avant les élections universitaires, tant aux lecteurs occasionnels de notre presse qu'aux abonnés de longue date.

● RÉUNIONS DE PRISE DE CONTACT ET D'INFORMATION SUR LA N.A.R.

Ces réunions, animées par Bertrand RENOUVIN, sont destinées tant aux simples lecteurs ou sympathisants désireux de mieux nous connaître qu'aux abonnés ou aux adhérents qui souhaitent voir s'organiser une action concertée dans leur région.

* **JURA** - Samedi 3 décembre à 18 heures dans la salle de la bibliothèque de la Mairie de CHOISEY (à 5 km de DOLE).

* **CANNES** - Vendredi 16 décembre.

* **MARSEILLE** - Samedi 17 décembre.

Pour ces deux dernières réunions, tous renseignements dans notre prochain numéro ou en téléphonant au siège.

● MERCREDIS DE LA N.A.R.

Chaque mercredi, une réunion a lieu dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris (métro : Bourse ou Palais-Royal). Au cours de cette réunion, nous accueillons chaque semaine un invité extérieur à la N.A.R. qui vient faire une conférence suivie d'un débat.

Les conférences commencent à 20 heures. L'entrée en est gratuite. Après la conférence, vers 22 heures ceux qui désirent poursuivre le débat peuvent rester avec nous pour une collation (participation aux frais).

Le programme détaillé des conférences est envoyé sur simple demande.

**avez-vous pensé
à la souscription ?**

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (45 F), 6 mois (85 F), un an (145 F), de soutien (300 F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

au bord du gouffre

Lorsque, dans une déclaration télévisée de deux minutes, un personnage peu connu parvient à soulever une intense émotion dans le pays, il y a lieu de s'interroger. Tous ceux qui ont entendu les paroles de Me Vergès ont immédiatement compris que celui-ci outrepassait ses droits de défenseur. Et l'ampleur de la réaction montre que le sujet évoqué n'était ni artificiellement dramatisé, ni anecdotique. En exposant sa thèse sur les circonstances de l'arrestation et de la mort de Jean Moulin, Me Vergès ne met pas seulement en cause la loyauté de plusieurs chefs de la Résistance. Il attaque, délibérément, la nation elle-même.

Il ne s'agit pas d'une simple formule, qu'une indignation morale aurait inspirée. En s'efforçant de jeter le discrédit sur des Résistants, et à travers eux sur toute la Résistance, Me Vergès met en doute notre capacité à surmonter nos épreuves, à racheter fautes et lâchetés collectives par le sacrifice de quelques uns. Il tente de replonger le pays dans le gouffre où il était tombé entre 1940 et 1944, lui murmure que toute résistance est suspecte, que le martyr même est équivoque. Comme le Jean Moulin de sa fable, qui se serait suicidé à cause de la trahison des siens, nous n'aurions plus qu'à regarder un passé désespérant, sans pouvoir faire confiance à l'avenir. Salauds en puissance promis à toutes les ignominies, ou pauvres victimes des trahisons futures...

LUCIDITÉ ?

Le discours n'est pas neuf, et les éléments sur lesquels il s'appuie sont connus depuis la guerre. Les souvenirs des Résistants, les travaux des historiens et de grands films ont révélé tous les détails de cette histoire « du courage et de la peur », marquée par des conflits internes, jalonnée par les trahisons, vécue dans un pays attentiste qui était administré par un pouvoir complice des occupants. L'affaire Jean Moulin elle-même a été cent fois évoquée... Si la pauvre « thèse » de Me Vergès émanait d'un ancien collaborateur, elle ne provoquerait aucun trouble, et ne représenterait aucune menace. Proférée par un ancien F.F.I. par un homme d'extrême gauche, elle devient douloureusement efficace. Si cet homme est insoupçonnable, n'y a-t-il pas, déjà, indice de vérité ?



par
bertrand
renouvin

Eh bien non ! Comme l'a montré Alain Finkielkraut dans un livre décisif (1), il faut voir dans ce genre de « plaidoirie » l'effet d'une raison délirante, d'une lucidité qui aveugle celui qui s'y efforce, d'une interprétation folle destinée à sauver un postulat philosophique ou moral. Peut-être Me Vergès entend-il démontrer que l'Histoire est atroce, qu'en tout homme il y a une crapule qui s'ignore, et que le bourreau n'est guère différent de sa victime. On peut se moquer de cette philosophie de chaise nihiliste, mais il arrive qu'elle soit destructrice. Et Klaus Barbie, du fond de sa prison, peut se réjouir : policier tortionnaire, manipulateur et corrupteur, il poursuit, par personne interposée, sa lutte contre la Résistance.

Si l'affaire Vergès était un phénomène isolé, elle n'exigerait pas tant d'attention. Elle requiert notre vigilance parce qu'elle se situe dans une longue série de campagnes qui tentent de modifier notre regard sur l'histoire et notre comportement collectif. Depuis la Libération, les thèses et les manifestations racistes ou antisémites n'étaient plus tolérées. Demeuraient seulement quelques cercles de nostalgiques de la collaboration et quelques années de folklore pervers, isolés et méprisés par l'opinion publique. Or ce qui était devenu impensable et politiquement inexprimable surgit à nouveau sous l'influence de milieux qui obéissent à des mobiles différents ou opposés et qui n'entretiennent aucune relation entre eux. Ni « résurgence du nazisme », ni « complot fasciste » mais retour des thèmes biologiques en politique - œuvre de la Nouvelle droite - banalisation du national-socialisme et contestation de l'extermination des Juifs - souvenons-nous des travaux de Faurisson soutenus par un groupe marxiste - et, maintenant, reprise des

slogans antisémites de l'avant guerre en réunion publique et succès électoral des thèmes xénophobes.

QUE FAIRE ?

Voici, enfin, que les Résistants deviennent, par les prétendues « révélations » de Me Vergès, des politicards et des ambitieux sans scrupules, tandis qu'un film à succès présente la Résistance comme un mythe dérisoire et la fait sombrer « dans le canular absolu » comme dit Jean Cau (2) qui se félicite de l'absence de réaction à cette entreprise de démystification. Tous escrocs, menteurs, lâches : on le dit au cinéma, dans les livres « scientifiques » et on le dira bientôt dans le prétoire. Fin des mythes ! Fin des tabous ! Il n'est pas étonnant que, dans le même article, Jean Cau célèbre le dernier film de Belmondo, où l'on voit un flic qui « n'a rien à foutre » de la procédure, frapper ou tuer des « gouapes turques, rastas, chinoises, antillaises, italo-méditerranéennes... » à la grande joie du public.

Pour cent raisons, commerciales, économiques, électorales, philosophiques, les verrous sautent, les barrières tombent. Il est déjà trop tard pour la simple indignation, et le combat ordinaire contre le racisme et le fascisme - aussi nécessaire soit-il - n'est plus suffisant. La banalisation est faite, le défoulement s'opère sous nos yeux : l'histoire, on l'a vu, peut être « relue », la Raison invoquée, et des témoins sont prêts à justifier l'injustifiable.

Cela ne signifie pas qu'il faille consentir au nihilisme et à la haine. La mémoire peut être retrouvée, les raisons perverses démontées, le cynisme combattu. Mais l'essentiel repose sur les décisions du chef de l'Etat, dépend des gestes qu'il fera. Servir un peuple n'est pas simplement répartir des avantages mais, parfois, arracher celui-ci à ses démons, le tirer hors du gouffre, sauver, en tous cas, l'honneur de la nation. C'est cette mission qu'accomplissaient le général de Gaulle à Londres et le roi du Danemark dans son pays occupé lorsqu'il décida de porter l'étoile jaune. C'est cette mission que remplit le Président de la République en prononçant, devant le Président Chadli et les représentants de l'immigration algérienne, des paroles de fraternité.

En ce domaine symbolique, bonne conscience et programmes judiciaires sont d'un faible secours : il faut incarner la vocation du pays, se situer dans la continuité de son projet historique, défendre, au besoin malgré lui, le principe de la justice. En deux mots être monarque de fait ou, mieux, Prince véritable.

Bertrand RENOUVIN

- (1) L'Avenir d'une négation (Seuil)
(2) Paris-Match, 11 novembre 1983.